

input dustrie

2 | 2020

FRANÇAIS P. 1A – 12A
ITALIANO P. 13A – 15A
DEUTSCH S. 1 – 13
ENGLISH P. 14 – 15



Chronique d'une crise

Comment le coronavirus bouleverse l'industrie suisse.
Page 9A

Perspective politique

Naufrage du néolibéralisme

Page 2A

Perspective économique

Anatomie d'une triple crise

Page 10A

L'industrie face au coronavirus

La crise du coronavirus met à mal le secteur de l'industrie.

Le printemps 2020 a davantage malmené l'industrie suisse qu'aucun autre printemps jusque-là. Raison de plus pour consacrer le nouvel Input de l'industrie à la crise du coronavirus et à ses conséquences dans ce secteur. Cinq angles d'approche ont été retenus:

Perspective politico-historique: chances pour les travailleurs/-euses et leur syndicat (p. 2A).

Perspective littéraire: le home office, aubaine et malédiction (p. 5A).

Perspective des salariés: les guides pratiques d'Unia ont aidé les représentants du personnel et les coordinateurs de la sécurité à protéger la santé des employés (p. 6A).

Perspective économique: la crise couvait bien avant l'apparition du virus (p. 10A).

Perspective éthique: principes à suivre lors d'importantes décisions à prendre entre économie et santé (p. 12A).

IMPRESSIONS

Édité par Syndicat Unia, Secteur industrie Weltpoststrasse 20, 3000 Berne 15

Responsabilité Corrado Pardini

Rédaction et Design komform GmbH, Künizstrasse 161, 3097 Liebefeld

Annonces teresa.matteo@unia.ch

Photos shutterstock (p.1A, 2A, 10A, 11A), Archives sociales suisses (p.3A),

Manu Friederich (p.4A, 5A, 7A, 15A), Stefan Wermuth (p.8A), komform (autres).

Traduction Sylvain Bauhofer (français), Monica Tomassoni (italien), Karin Schranz Müller (allemand), Scott Translations (anglais).

Input Industrie Le journal pour les membres syndiqués de l'industrie paraît quatre fois par année. Tirage: 45 000 exemplaires.

Le prix de vente est compris dans la cotisation de membre. Des abonnements à l'année (à 20 CHF) de même que des numéros individuels (à 5 CHF) peuvent être commandés auprès de l'éditeur.

15 juin 2020

© 2020 komform (www.komform.ch)

La crise comme révélateur

La crise du coronavirus a fait ressortir les risques et chances de notre système économique et social. L'heure est à un changement de système.

Corrado Pardini, responsable du secteur Industrie

La solidarité est au cœur du travail syndical. Ce dernier vise à répondre à la question suivante: qu'est-ce qui est utile aux gens?

La solidarité a été mise à rude épreuve depuis 30 ans. Cette ère sociale et économique, placée sous le signe du néolibéralisme, s'est désintéressée de ce qui est utile aux gens, posant à la place les questions suivantes: Qu'est-ce qui rapporte? Qu'est-ce qui rapporte le plus? Et qu'est-ce qui ne rapporte pas?

Les prestations étatiques et les services publics ne génèrent aucun profit financier direct. D'où l'importance, selon la logique néolibérale, de réaliser des économies et de les organiser selon les principes du marché.

C'est ce qui a été fait pour les systèmes de santé du monde entier. L'Espagne et l'Italie, deux pays malmenés par la crise du coronavirus, ont procédé à des coupes drastiques, à cause des mesures d'économies leur ayant été imposées après la crise financière de 2008. Le service de la dette a contraint leurs gouvernements à supprimer des milliers de lits d'hôpitaux et à tailler dans les effectifs du corps médical et du personnel soignant.

Les choses ne se sont pas passées différemment aux États-Unis: le système social a été transformé en profondeur. En Suisse et en Allemagne aussi, les capacités hospitalières ont été revues à la baisse.

Faillite du néolibéralisme

Le néolibéralisme n'est certes pas responsable de la crise du coronavirus. Mais c'est par sa faute que la crise nous a frappés aussi brutallement: un état d'urgence comme celui que nous vaut cette pandémie est révélateur des risques auxquels s'expose une société, et aussi des chances s'offrant à elle. Et par là même, les États sont amenés à revoir leurs concepts et à s'organiser différemment. L'histoire est là pour nous le rappeler.

La grippe espagnole a coïncidé avec la Révolution russe, la République des Conseils de Munich, la grève générale en Suisse et bien d'autres mouvements sociaux encore. Il était clair que les conséquences de la guerre, du nationalisme et encore du virus frapperait surtout les travailleuses et travailleurs. En réaction aux protestations populaires, des systèmes de santé centraux ont vu le jour, les horaires de travail ont été réduits et les droits des travailleuses et travailleurs renforcés.

En 1942, au beau milieu de la Deuxième Guerre, le rapport Beveridge est paru en Grande-Bretagne. Économiste de centre-gauche, William Beveridge avait longtemps dirigé la London School of Economics. Le gouvernement anglais l'avait chargé de publier



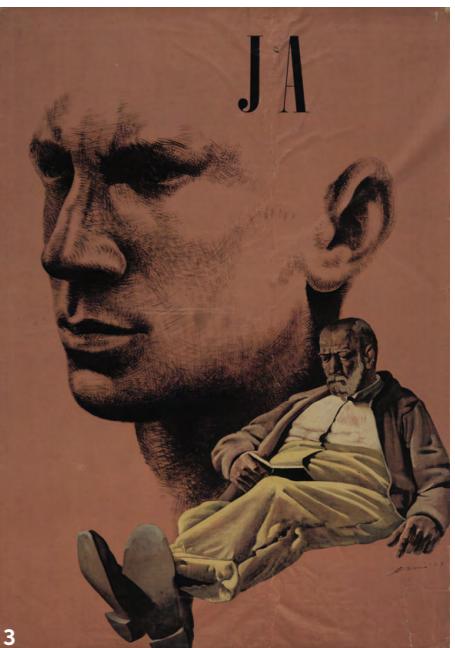
Par contre, **la crise bancaire de 2008** n'a guère fait de vagues, mais a entraîné une nouvelle poussée de néolibéralisme. Des banques ont été sauvées, et c'est surtout la population qui a dû payer les pots cassés. Selon le mot d'ordre consistant à privatiser les bénéfices et socialiser les coûts.

Maintenant encore, le camp néolibéral cherche à faire des entreprises les gagnants de la crise: les grands groupes veulent tout à la fois verser des dividendes et percevoir des aides étatiques, assouplir encore davantage les conditions de travail ou généraliser le travail à domicile, afin de réduire leurs coûts.

Selon le diktat néolibéral, les vendeuses devraient au plus vite reprendre le travail dans les magasins, les prestataires de services regagner leur bureau et les travailleuses leur

fabrique – groupes à risques compris. Tout le monde doit rallier son poste, afin que la course au profit reprenne de plus belle. L'«économie» dont nous parlent volontiers les nantis étant toujours, et avant toute chose, le travail accompli par les salariés.

Les syndicats se battent pour éviter qu'aujourd'hui, les gros ne profitent de la crise alors que les petits trinquent. Les mesures adoptées pendant la crise du coronavirus ont confirmé ce que le sauvetage bancaire durant la crise financière de 2008 avait déjà prouvé: c'est le contraire de la doctrine néolibérale qui est vrai. Sans les milliards versés sous forme de soutien étatique, le libre marché n'aurait pas survécu. Le chômage partiel et les crédits sans intérêt ont permis d'éviter le pire.



1. La crise financière de 2008 a atteint son apogée lors de l'effondrement de la banque d'investissement Lehman Brothers.

2. La grippe espagnole a fauché entre 28 et 50 millions de personnes.

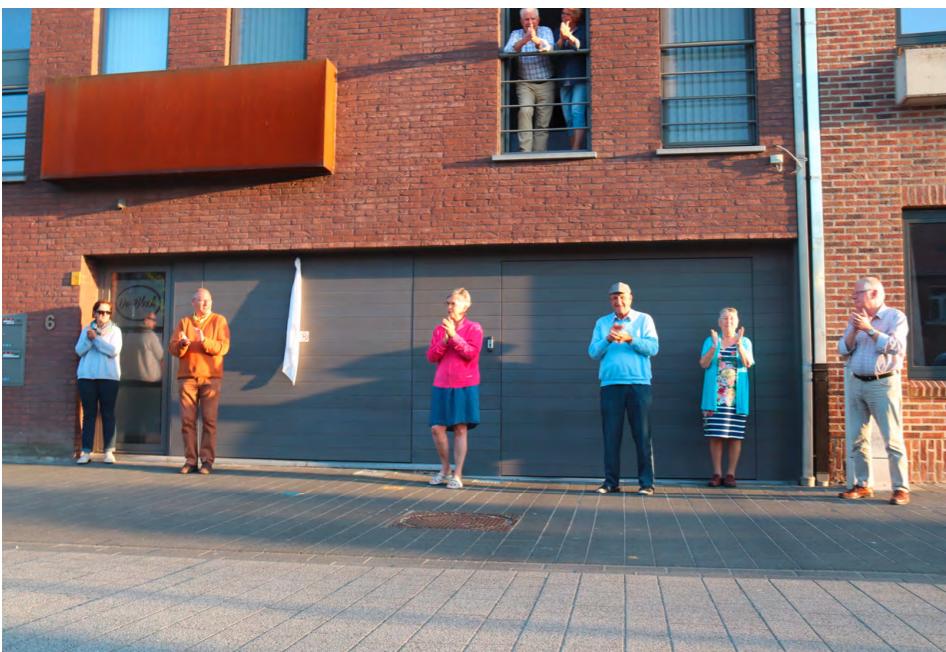
3. OUI –Votation populaire de 1947 relative à la loi fédérale sur l'AVS (graphiste: Hans Erni).

De nouvelles valeurs et de nouvelles réponses

Cette crise a montré, mieux qu'on ne l'avait vu jusque-là, le peu d'utilité réelle de nombreuses professions grassement rémunérées, quand des questions existentielles sont en jeu. A contrario, des professions longtemps restées dans l'ombre et insuffisamment rémunérées se sont avérées très importantes. Des métiers où l'on souffre énormément du stress et des pressions salariales.

Des applaudissements au personnel soignant! Durant la crise du coronavirus, il a beaucoup été question de solidarité, valeur syndicale par excellence. La question cruciale pour l'avenir est donc la suivante: parviendrons-nous à maintenir la solidarité au-delà de la crise et à sortir enfin de l'ère néo-libérale? Qui va payer la facture de la crise? Les collectivités publiques qui, durant l'ère néolibérale, n'ont cessé de réduire la charge fiscale des grands groupes? Donc nous tous, sous forme de mesures d'austérité? Ou alors les riches et les grands groupes qui se sont enrichis de manière indécente durant les années de forte croissance?

Il est grand temps d'introduire, après la crise du coronavirus, un processus de gestion économique durable, de façon à ce que les entreprises se soucient du bien commun et pas seulement d'optimiser leurs rendements. Ainsi seulement, nous disposerons des ressources nécessaires pour gérer la crise majeure qui guette l'humanité, soit le changement climatique. Car cette crise n'est pas réglée. Le coronavirus n'a fait que la retarder. ■



Applaudissements reconnaissants au personnel soignant.

Situation dans l'industrie

Dans l'industrie aussi, le néolibéralisme a causé des dégâts sociaux. Oliver Nachtwey, sociologue et économiste, l'a montré à partir du cas de l'industrie pharmaceutique. La branche produit ce qui génère une demande solvable, afin de maximiser ses profits. A contrario on a cessé, selon la logique néolibérale, d'investir dans la recherche peu lucrative sur les nouveaux antibiotiques, ce qui risque de poser bientôt un grave problème sociétal. On préfère, à tort ou à raison, concentrer les travaux de recherche sur des moyens d'améliorer la qualité de vie et la longévité des seniors au pouvoir d'achat élevé. L'industrie pharmaceutique a entre-temps abandonné ses recherches sur les souches du coronavirus, qui ne lui rapportaient pas suffisamment.

Le climat de concurrence amène d'ailleurs les sociétés pharmaceutiques à chercher chacune dans son coin, car elles ont besoin de brevets pour garantir leurs bénéfices. Cette situation entrave la diffusion des connaissances. La crise du coronavirus nous rappelle que la science peut fonctionner différemment à l'échelon planétaire. Les données et résultats des recherches sont tout à coup échangés dans des proportions inconnues jusque-là.

Situation des femmes

La crise du coronavirus fait ressortir les lacunes de notre système social. Les deux sexes ne sont toujours pas assurés de la même façon en Suisse. Dans les soins ou la vente, deux secteurs tout à coup considérés comme d'importance systémique, la majeure partie du travail est accomplie par des femmes, à des salaires plutôt bas qui leur vaudront de maigres rentes. Et dès que la prise en charge extrafamiliale des enfants cesse d'être garantie, elle incombe aux femmes, dont le taux d'occupation est souvent moins élevé. Elles ne sont bien entendu pas rétribuées dans ce contexte.



Les femmes revendentiquent l'égalité salariale, aujourd'hui comme lors de la grande grève des femmes* de 2019.

«La solidarité sera vite oubliée»

Entretien avec l'écrivain Peter Bichsel à propos du coronavirus, du travail à domicile et de la privatisation croissante de la vie publique.

Comment vivez-vous la crise du coronavirus?

Peter Bichsel: À mon âge, le virus ne change pas grand-chose au quotidien – à ceci près que je rencontre moins de gens. Ce qui m'inquiète, c'est la période qui suivra.

Pourquoi?

Bichsel: La vie publique va faire les frais du coronavirus. Elle se limitait déjà à des grillades ou à des rassemblements festifs. On côtoie toujours les quatorze mêmes personnes qu'on connaît depuis longtemps. Plus le statut social s'élève, et plus c'est flagrant. Un top manager ne fréquente que d'autres top managers et leur famille. Il s'agit d'une ghettoïsation volontaire. Les bistrots de village ou de quartier où toutes les classes sociales se parlaient appartiennent au passé. Le coronavirus ne va pas arranger les choses – il n'y a plus de vie publique à deux mètres de distance.

Pourquoi la vie publique est-elle si importante?

Bichsel: Sans vie publique il n'y a pas de politique – et pas de syndicats non plus. Alors qu'il faudrait une bonne mixité sociale, avec des rencontres et des échanges, l'infrastructure nécessaire tend à disparaître. Il n'y a guère que dans les transports publics qu'on se côtoie encore et se parle parfois – entre groupes de la population, toutes générations confondues.

Cette tendance se retrouve-t-elle dans le monde professionnel?

Bichsel: Absolument. Les entreprises peuvent encore être un vecteur de cohésion, quand elles ne généralisent pas le travail à domicile. En réalité, le travail à domicile sonne le glas de notre

vie publique. De profonds changements sont en cours dans notre société, et je n'ose imaginer à quoi ils aboutiront à la longue. Chacun ne pense plus qu'à lui. L'égoïsme et le repli deviennent la règle.

Pourtant on ne parle que de solidarité aujourd'hui.

Bichsel: C'est très bien que les gens adoptent un comportement social et s'entraident pendant la crise du coronavirus, mais dès la levée totale des restrictions, cette solidarité appartiendra au passé. Aucune société n'est spontanément solidaire. Il faut pour cela l'intervention de l'État. En son absence, il ne peut y avoir de «société sociale», à visage humain.

Ce constat vaut-il aussi pour les régions rurales?

Bichsel: À la campagne, les privatisations sont bien plus avancées qu'en ville. On pensait jadis que la communauté fonctionne encore dans les villages, où il y a une vie associative et un sentiment d'appartenance. Or l'infrastructure tombe en ruine. Les bistrots ont disparu des villages. Et quand on en trouve un, il s'agit d'un restaurant de luxe où la population locale ne met pas les pieds. Il n'y a plus que deux fromageries dans le canton de Soleure. Autrefois, chaque village avait la sienne, et les gens s'y retrouvaient pour discuter pendant la semaine. Le samedi, le coiffeur local prenait le relais.



Avant la crise du coronavirus: Corrado Pardini en visite chez Peter Bichsel.

Protection entre collègues

Avec le soutien d'Unia, les représentant-e-s du personnel et les responsables de la sécurité ont joué un rôle important pour assurer pendant la crise du coronavirus la protection de la santé dans les entreprises industrielles.

Le 13 mars 2020, le Conseil fédéral a mis en vigueur l'ordonnance 2 sur les mesures destinées à lutter contre le coronavirus (ordonnance 2 COVID-19). Le secteur Industrie d'Unia est aussitôt intervenu, en publiant deux guides pratiques visant à protéger la santé des travailleurs/-euses. Avec comme public-cible les régions Unia, les représentant-e-s du personnel de l'industrie et les employeurs.

Dans son **premier guide pratique, daté du 18 mars**, Unia souligne les droits de participation de la commission du personnel sur les questions de sécurité au travail et de protection des travailleurs.

Pendant les semaines où la crise du coronavirus a malmené l'industrie suisse, les représentant-e-s du personnel et les coordinateurs/-trices de la sécurité ont largement contribué à protéger la santé du personnel de l'industrie, et cela dans toutes les branches et les régions linguistiques, comme l'a confirmé une brève enquête.

Le secteur Industrie a publié un **second guide pratique, daté du 3 avril**, pour la remise en service prévue des entreprises tem-

porairement fermées, afin de définir une procédure aussi uniforme que possible dans les différentes branches de l'industrie.

À moins d'une rectification immédiate, les collaborateurs/-trices étaient invités à informer Unia des manquements constatés en matière de protection de la santé, afin que le syndicat puisse rechercher une solution avec l'inspection du travail, avec l'association patronale ou, si nécessaire, avec le Secrétariat d'État à l'économie (SECO).

Pendant les semaines où la crise du coronavirus a malmené l'industrie suisse, les représentant-e-s du personnel et les coordinateurs/-trices de la sécurité ont largement contribué à protéger la santé du personnel de l'industrie, et cela dans toutes les branches et les régions linguistiques, comme l'a confirmé une brève enquête.

General Electric Thomas Bauer

président de la représentation du personnel de General Electric

«Dès l'apparition du COVID-19, les discussions chez General Electric ont porté tant sur la protection de la santé du personnel que sur les difficultés rencontrées dans le quotidien professionnel. Le groupe a très tôt communiqué que les collaborateurs/-trices devaient travailler à domicile. Quand ça n'était pas possible, on a cherché à garder la personne concernée sur place, en aménageant son poste de travail conformément aux prescriptions de sécurité. La collaboration a toujours parfaitement fonctionné; la représentation du personnel fait partie de l'état-major de crise depuis le premier jour. Il nous est arrivé de ne pas pouvoir informer à temps le personnel: l'OFSP avait déjà communiqué, et on a d'abord dû regarder comment appliquer ses prescriptions sur les différents sites. D'où parfois un sentiment d'insécurité – mais sinon je dois dire qu'à ce jour, General Electric a géré la crise de façon exemplaire.»



Rolex Markus Müller

délégué syndical de ROLEX

«Rolex a fermé ses installations de production à Biel, Genève, Le Locle et Crissier le 17 mars. Plus de 3000 personnes sont employées ici à Biel. Le 20 avril, les services administratifs et techniques ont repris leur travail progressivement en deux équipes, le matin et l'après-midi, avec une pause entre les deux pour désinfecter les locaux et éviter que les personnes ne se croisent. Le 4 mai, l'entreprise a commencé la remise en service progressive de la production aussi, en deux équipes. Les distances entre les travailleurs peuvent être maintenues dans tous les services; des masques (le port du masque étant obligatoire dans l'entreprise) et du gel désinfectant sont mis à disposition de chaque collaborateur. Des tentes ont même été montées vers les entrées du personnel pour gérer les flux et la sécurité sanitaire (contrôle des personnes). La commission du personnel et la délégation syndicale sont impliquées, au même titre que le département Santé et sécurité, et ont suivi de près le processus. Nous sommes encore informés régulièrement de la part des RH et de la Direction. Le guide de sécurité d'Unia et du SECO a été très utile pour assurer la sécurité des travailleurs.»



Officine Stefano Rebozzi

spécialiste de la sécurité au travail et de la protection de la santé, coordinateur de la sécurité aux ateliers CFF de Bellinzone

«Des dizaines de catégories professionnelles différentes sont représentées aux ateliers CFF de Bellinzone et dans chaque service, il a fallu adopter des mesures différentes. Deux états-majors de crise (l'un stratégique, l'autre opérationnel) où sont représentés la direction, les syndicats, la CoPe et les responsables de la sécurité, sont en place depuis le début de la crise. La collaboration est excellente. L'une des premières étapes a consisté à remettre à tous les employé-e-s, au début de février, des désinfectants de poche. D'autres mesures plus contraignantes ont suivi, par exemple:

- information en continu sur les mesures d'hygiène
- nettoyage et désinfection plus fréquents des zones communes
- protection des collaborateurs/-trices vulnérables
- réduction des activités ou des cours non indispensables
- travail à domicile des personnes n'ayant pas une activité de production
- décalage des pauses dans la journée et à midi, et mise à disposition de locaux supplémentaires
- fourniture de matériel de protection (masques, etc.)

La situation est sous surveillance permanente, et adaptée le cas échéant. Tout est planifié et organisé dans le moindre détail – par exemple, près de 3000 masques et 8000 paire de gants à usage unique ainsi que du désinfectant sont fournis chaque semaine à 40 équipes. En ce moment, les mesures de précaution liées au COVID-19 m'occupent à 100%. Je suis ravi que jusqu'ici, nous ayons réussi à transposer dans la pratique les exigences de la Confédération et de l'OFSP, ainsi que les prescriptions internes aux CFF sur la protection des collaborateurs/-trices.»



Stadler Rail Sandra Suter

membre de la commission du personnel de Stadler, site de Bussnang

«Stadler a rapidement adopté les mesures utiles pour respecter les dispositions de l'OFSP. Des horaires ajustés ont permis de réduire le nombre de personnes dans les halles de montage, et par là de maintenir une distance de deux mètres. Les personnes ayant un travail de bureau peuvent l'accomplir à domicile. L'état-major de crise, dont font partie des représentants de la CoPe, s'est réuni au début tous les jours, et entre-temps un peu moins souvent. Les nouvelles directives ou décisions concernant l'ensemble du personnel sont à chaque fois expédiées par courriel, affichées près de la timbreuse et publiées dans Intranet, afin que tout le monde soit au courant des derniers développements. Nous recevons plus de questions ou requêtes de collaborateurs/-trices que d'habitude, généralement sur le travail en équipes ou sur le traitement des heures supplémentaires.»



**Sapal
Mike Nista**

commission du personnel de Sapal SA

«Les procédures de santé et de sécurité sont suivies de très près chez Sapal. Au début, le personnel de bureau et les apprenti-e-s ont travaillé exclusivement en home office et les ouvriers de production seulement le matin, l'après-midi ils étaient au chômage partiel. Depuis le début mai, le personnel était divisé en deux équipes qui ne se croisent pas. L'équipe A travaillait sur le site le lundi et mardi, puis en home office le reste de la semaine. L'équipe B travaillait sur le site le jeudi et vendredi, et en home office le reste de la semaine. Le mercredi on était tous en home office. L'entreprise souhaitait initialement que le personnel prenne ses vacances et récupère ses heures supplémentaires pendant la crise, mais la commission du personnel est intervenue avec succès, sur la base de l'ordonnance du Conseil fédéral et avec le soutien d'Unia.»

Exemple d'une entreprise dans l'industrie des machines

membre de la commission du personnel

«Au début, la CoPe n'était pas invitée aux séances de crise, jusqu'à ce que j'apprenne par hasard leur existence. La CoPe fait aujourd'hui partie de l'état-major de crise. Les mesures adoptées reposent en principe sur les recommandations de l'OFSP. Le personnel de bureau travaille en home office, et les horaires ont été décalés dans la production. L'équipe du matin n'effectue toutefois pas assez d'heures. Nous discutons en ce moment de ma manière de compenser ces heures en moins. La CoPe n'a pu accepter la dernière proposition reçue. De même, les échanges ont été vifs à propos des employés faisant partie de groupes à risque. La volte-face de l'OFSP n'a pas facilité les choses. Une grosse entreprise fait naturellement penser à un paquebot géant. Tout n'est pas réalisable sur-le-champ. Il est d'autant plus important de prendre en compte les préoccupations des travailleur-euses et de rechercher ensemble des solutions.»

1.9 million

Nombre de personnes pour qui une demande de chômage partiel a été faite en l'espace de huit semaines. Soit **37%** de tous les salariés. (source: SECO)

49 %

Pourcentage des salarié-e-s de l'industrie enregistrés au chômage partiel deux mois après que le Conseil fédéral ait qualifié la situation d'extraordinaire. (source: SECO)

3000 masques et 8000 gants jetables

sont distribués chaque semaine aux ateliers CFF de Bellinzona.

Chronique d'une crise

Comment le coronavirus chamboule l'industrie suisse.

13 mars

Le Conseil fédéral déclare l'état d'urgence et met en vigueur une ordonnance extraordinaire: «Les employeurs de l'industrie sont tenus de respecter les recommandations de l'Office fédéral de la santé publique en matière d'hygiène et d'éloignement social. Il faut notamment limiter en conséquence le nombre de personnes présentes (...) dans les entreprises, adapter (...) l'exploitation des entreprises et restreindre de manière adéquate l'utilisation des salles de pauses et des cantines en particulier.»

16 avril

Fermetures d'entreprises dans l'industrie horlogère, et ponctuellement dans l'industrie MEM.

18 mars

Mise en service de la hotline d'Unia sur le coronavirus. Des membres du secteur Industrie y répondent également aux questions juridiques des travailleur-euses. Alors que les appels des premières semaines avaient trait à la santé, il est surtout question entre-temps de la durée du travail, que les employeurs cherchent à assouplir.

20 mars

Après cinq jours seulement, le Conseil fédéral démantèle la protection des employés vulnérables prévue à l'art. 10c, al. 2 de l'ordonnance 2 COVID-19, sans le déclarer publiquement ni en avoir parlé auparavant aux partenaires sociaux. Les salarié-e-s du groupe à risque peuvent à nouveau être contraints de travailler sur place.

23 mars

Le Tessin ferme toutes les entreprises industrielles pour une semaine au moins, en violation de l'ordonnance de la Confédération. Unia approuve le shutdown et appelle à mieux protéger tous les employé-e-s. La résistance vient de l'association patronale Swissmem, qui ne paraît pas avoir réalisé la gravité de la situation au Tessin.

27 mars

Le Conseil fédéral fait preuve de compréhension et légalise la fermeture des entreprises tessinoises.

30 mars

ABB soumet à un test plusieurs centaines d'employé-e-s, même en l'absence de tout symptôme de coronavirus. L'OFSP critique cette façon de procéder.

3 avril

Début des négociations sur la gestion de la crise du coronavirus entre le canton du Tessin, les employeurs et les syndicats. Les guides pratiques conçus par le secteur Industrie d'Unia (voir article principal) y jouent un rôle important.

14 avril

Les premiers groupes horlogers ayant suspendu leur production se remettent ponctuellement au travail.

16 avril

Suite aux pressions syndicales, le Conseil fédéral revient sur l'assouplissement du 20 mars. Dès cette date, les groupes à risque bénéficient à nouveau d'une protection absolue, y compris dans les entreprises Industrielles. Les personnes concernées poussent un soupir de soulagement.

17 avril

Unia envoie un SMS à tous ses membres de l'industrie: «Ton entreprise respecte-t-elle les mesures adoptées par l'OFSP? Préviens-nous sinon, et nous signalerons les violations de manière anonyme aux autorités compétentes. Merci! <https://unia.ch/violation>

27 avril

L'assouplissement par étapes des mesures de protection décidé par le Conseil fédéral entre en vigueur. Les règles d'hygiène et de conduite demeurent valables, tout comme les consignes suivantes:

- Les mesures de protection personnelles et les mesures à appliquer sur le lieu de travail seront régulièrement communiquées.
- Les employé-e-s éviteront d'emprunter les transports publics aux heures de pointe.
- Un maximum de personnes continueront de travailler à la maison, selon des horaires flexibles.
- Un certificat médical sera fourni à partir du 5^e jour d'absence au plus tôt.

15 billions de dollars de fonds publics pour alimenter des profits privés

Le coronavirus a-t-il déclenché une crise économique mondiale? La situation est plus complexe – et plus grave.

Oliver Fahrni

La date du 20 avril 2020 est déjà promise à entrer dans les manuels d'histoire. Ce jour-là, les acquéreurs de pétrole l'auront payé moins que rien – recevant 36,73 dollars par baril acheté au producteur. Le prix négatif du pétrole à cette date est symptomatique de la déroute de l'économie mondiale et annonce des distorsions de marché pires encore.

Plus grande opération de sauvetage de l'histoire

Les États et les Banques centrales ont eu beau injecter en ce début d'année la somme exorbitante de 15 billions de dollars américains (15 000 milliards) pour empêcher un désastre, 30 millions de personnes ont perdu leur emploi (et donc leur assurance-maladie et leur rente) aux États-Unis au cours du seul mois d'avril. Et les premiers jours de mai, on ignorait encore si la plus vaste opération de sauvetage que l'économie capitaliste ait connue à ce jour, de l'ordre de 20% du PIB mondial, déployerait ses effets. Car l'économie s'enfonce malgré cet afflux d'argent. Récession n'est plus le terme qui convient, tant on est loin de la crise de 2008. Il s'agit du crash le plus brutal et le plus rapide survenu depuis 1929, expliquent les banquiers, les économistes et les dirigeants étatiques. Les pénuries alimentaires sont réapparues, en Europe comme aux États-Unis.

Même en Suisse où le partenariat social, le haut niveau de qualification et la démocratie directe ont atténué bien des crises, un paquet de sauvetage de 63,4 milliards de francs a vu le jour. La Banque nationale suisse (BNS) a lancé une intervention d'une ampleur sans précédent. Or malgré le chômage partiel, la survie d'un quart des 500 000 PME était menacée en mai.

Cet activisme fébrile soulève une autre question: tout cela est-il bien dû à la pandémie de COVID-19? Un virus suffit-il à menacer tout le système économique et social?

Signes précurseurs et sauvetage bancaire
Certains trouveront la question étrange. Officiellement, le coronavirus est à l'origine du confinement, et par là de la crise. Tout est bien clair? Non. Au cours des deux années ayant précédé la pandémie, les banques centrales avaient déjà inondé les marchés financiers d'un billion de dollars, comme le montrent les statistiques de la Banque centrale américaine (FED). Toutes ces tentatives visant à faire progresser les taux pour éviter la dépression avec un peu d'inflation, avaient toutefois échoué. Et la production industrielle mondiale, indicateur majeur, était déjà atone en 2018. Elle s'est contractée en automne 2019 et dans bien des pays comme l'Allemagne, elle est depuis lors en chute libre.



Les personnes que la quarantaine n'a pas rendues amnésiques se souviendront que des mois avant l'apparition du coronavirus, des économistes en vue considéraient la crise comme inéluctable. «La question n'est pas de savoir s'il y aura une crise, mais quand», avait dit en octobre dernier Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI. Le krach boursier figurait à l'ordre du jour de toutes les rencontres des dirigeants de ce monde, de Davos au G-20. À juste titre, car tous les voyants étaient au rouge. L'endettement excédait 250% de la performance économique mondiale. La croissance des dix dernières années s'apparente à une bulle spéculative, nourrie par les graves déséquilibres économiques (à l'instar du déficit commercial américain proche de 1000 milliards, ou des ex-

cédents d'exportation allemands dans l'UE), ou par la répartition internationale du travail ayant fait de la Chine l'usine du monde. Les investissements dans l'économie réelle étaient tombés à un niveau très bas.

Trois crises, toujours la même crise

Il y avait de quoi s'inquiéter sérieusement: en 2019, les produits financiers dérivés à caractère spéculatif (paris sur l'avenir) représentaient 8,5 fois la valeur créée par l'économie mondiale.

Ce sont les mêmes papiers (et non les crédits immobiliers) qui avaient déclenché la crise financière de juillet 2007. Le sauvetage des marchés financiers en 2008 avait abouti à la crise de l'endettement de 2012 et, à la fin de 2019, la bulle a de nouveau éclaté. Un nouveau sauve-

rage de la finance était en cours quand l'épidémie s'est déclarée.

Le coronavirus n'a fait qu'accélérer et exacerber la crise économique mondiale. A contrario, la pandémie était installée le 24 février au plus tard, quand des régions entières d'Italie ont été mises en quarantaine. Les échanges boursiers ont explosé. Les appels téléphoniques entre les gouvernements et les banques centrales se sont multipliés. Il leur a fallu trois semaines pour coordonner leurs paquets de sauvetage. Le 13 mars les banques centrales, BNS comprise, ont inondé le marché de dollars pour stabiliser le système (sa «liquidité») et deux jours plus tard, de nombreux gouvernements décrétaient le confinement. Un précieux temps avaient ainsi été perdu dans la lutte contre le COVID-19.

Quelle que soit l'issue de cette crise économique mondiale, on peut y dégager trois ten-

dances de fond. Soit d'abord la transformation numérique du travail (et avec elle le contrôle numérique des citoyens). Puis une accélération de la concentration des entreprises et du capital. Enfin, comme dans toute grave crise économique: une réorganisation des relations entre le capital et le travail.

Un conflit sur l'organisation de la société de demain se livre désormais au grand jour. D'un côté, le néolibéralisme autoritaire cherche à annuler un maximum d'acquis sociaux, à rétablir la semaine de 60 heures et des programmes d'austérité. De l'autre, la société civile dénonce le lien entre l'ordre économique en place, le creusement des inégalités sociales, l'écologie et les pandémies.

Voilà le véritable enjeu. Ce n'est pas le coronavirus.

Oliver Fahrni est économiste et auteur de livres.



Nuages noirs sur le monde financier et économique.

La santé des travailleurs n'est pas négociable

Où est le vrai? Où est le faux?

Réponse de l'éthicien **Peter G. Kirchschläger** à trois grandes questions sur la crise due au coronavirus.

1

Les intérêts économiques et les principes éthiques sont-ils conciliables?

Peter G. Kirchschläger: Tout être humain est porteur de la dignité humaine. À la différence des objets matériels, il ne s'agit pas d'une valeur quantifiable. La dignité humaine étant intrinsèque à chacun, rien n'autorise à chiffrer la valeur d'une vie humaine. Au contraire, il est du devoir du Conseil fédéral de faire primer la survie de tous les individus sur les intérêts économiques. En les protégeant face au risque d'infection – sur les chantiers, dans l'industrie, etc. – et en veillant à éviter toute saturation de notre système de santé. Le Conseil fédéral doit par ailleurs répartir équitablement les mesures d'aide et de protection économique (indemnisation des indépendants, protection contre le licenciement, travail à domicile des personnes à risque, etc.), au lieu de les réservier à certains pans de l'économie, et agir au profit tant des entreprises que des travailleurs/-euses. Il empêchera notamment les entreprises bénéficiant sous une quelconque forme de mesures éta- tiques de verser des bonus et des dividendes, ou de procéder à des licenciements collectifs.

2

Économie versus santé: La santé prime-t-elle toujours? Et si oui, celle de qui?

Kirchschläger: Les décisions et l'activité économiques doivent être au service des individus. Le succès économique ne saurait passer avant les vies humaines. Il n'est pas permis de sacrifier des existences sur l'autel du profit économique. La santé des travailleurs/-euses doit primer sur les intérêts économiques. Il incombe ici au Conseil fédéral de ne pas exposer les individus au risque d'infection et de ne pas tarder à durcir les mesures en place, et aussi de ne pas assouplir trop tôt les restrictions sous l'effet des pressions économiques.



Peter G. Kirchschläger est professeur d'éthique théologique et directeur de l'Institut d'éthique sociale (ISE) à l'Université de Lucerne.

3

Quels sont les principes à respecter pour un assouplissement des restrictions?

Kirchschläger: Il faut garder à l'esprit les droits humains, les faire respecter voire les renforcer. Nous devons prendre soin de la démocratie et l'encourager, sachant que dans une crise due à un virus, la participation et la liberté d'opinion et d'information s'avèrent essentielles pour éviter qu'un système totalitaire ne cache des informations pendant des mois, jusqu'à l'apparition d'une pandémie mondiale. À cet effet, il nous faudrait davantage insister face aux dictatures pour que les droits humains soient respectés et réalisés dans les faits – même si nos intérêts économiques devaient en pârir. Nous devrions veiller à l'avenir à ce que dans le monde économique comme en politique, les intérêts parti- ciers ne portent pas atteinte à la protection nécessaire des individus. La solidarité affichée aujourd'hui sous diverses formes doit s'appliquer à tous les êtres humains – en particulier aux personnes réfugiées et migrantes qui paient actuellement un lourd tribut à la pandémie, car nous restreignons de manière inadmissible leurs droits humains. Concrètement, le Conseil fédéral devrait accueillir en Suisse un maximum de personnes ayant échoué sur les îles grecques durant leur fuite, afin de prévenir une catastrophe humanitaire. ■

..... Pour en savoir plus
evacuer-maintenant.ch

I lavoratori tutelano i lavoratori

Con il sostegno di Unia, durante la pandemia da coronavirus i rappresentanti del personale e gli addetti alla sicurezza hanno assunto un ruolo importante nell'ottica della tutela della salute nelle aziende dell'industria.

General Electric
Thomas Bauer

Presidente della rappresentanza
del personale General Electric

Il 13 marzo 2020 il Consiglio federale ha emanato l'«Ordinanza 2 sui provvedimenti per combattere il coronavirus». A stretto giro di posta il settore Industria di Unia ha pubblicato 2 guide volte a tutelare la salute del personale, indirizzate alle regioni Unia, ai rappresentanti del personale e ai datori di lavoro del settore industriale.

Nella prima guida del 18 marzo Unia ha illustrato i diritti di partecipazione delle commissioni del personale in materia di sicurezza del lavoro e protezione delle lavoratrici e dei lavoratori. Il settore Industria di Unia chiede che le aziende con addetti alla sicurezza formati ad hoc esonerino immediatamente queste figure professionali da ogni altra attività lavorativa.

La **seconda guida** pubblicata dal settore Industria il **3 aprile 2020** mirava invece a definire una procedura possibilmente unitaria in tutti i comparti industriali in vista della riapertura delle aziende industriali che erano state temporaneamente chiuse.

Nelle aziende in cui non è stato possibile colmare immediatamente le carenze in materia di tutela della salute, le collaboratrici e i collaboratori sono caldamente invitati a segnalare le irregolarità a Unia, affinché il sindacato possa trovare una soluzione con l'ispettorato del lavoro, l'associazione padronale o all'occorrenza la Segreteria di Stato dell'economia (SECO).

Come emerge da un breve sondaggio, nelle settimane della fase acuta della crisi provocata dal coronavirus nell'industria svizzera, i rappresentanti del personale e gli addetti alla sicurezza hanno fornito un contributo decisivo per la tutela della salute del personale in tutti i comparti dell'industria e in tutte le aree del Paese.

«Nel gruppo General Electric, la diffusione del Covid-19 è stata un tema che sin dall'inizio ha rivestito grande importanza in termini di tutela della salute del personale e anche in considerazione delle difficoltà dell'attività quotidiana. Il gruppo ha disposto tempestivamente il telelavoro per il personale. Laddove questa soluzione non era possibile, l'azienda ha cercato di far lavorare le persone interessate nello stabilimento, allestendo le postazioni di lavoro nel rispetto delle direttive in materia di sicurezza. La collaborazione con la rappresentanza del personale ha sempre funzionato perfettamente; dall'inizio della pandemia siamo parte dell'unità di crisi aziendale. In alcuni casi non è stato possibile informare i dipendenti in tempo utile: l'UFSP aveva già pubblicato le informazioni e dovevamo innanzitutto verificare come attuare le direttive nei rispettivi stabilimenti. Questa situazione ha fatto sorgere incertezze, ma a parte questo posso affermare che finora General Electric ha gestito la crisi in modo esemplare».



Rolex Markus Müller

Delegato sindacale ROLEX

«Il 17 marzo Rolex ha chiuso i suoi stabilimenti produttivi a Biel, Ginevra e Crissier. Da noi a Biel l'organico supera i 3000 dipendenti. Il 20 aprile i servizi amministrativi e tecnici hanno ripreso la loro attività, suddivisi in un turno mattutino e uno pomeridiano, con una pausa intermedia per disinfezionare i locali e impedire che il personale si incroci. Dal 4 maggio abbiamo riavviato progressivamente la produzione. Le distanze tra le collaboratrici e i collaboratori sono rispettate, gli impianti vengono disinfezati e ad ogni dipendente vengono forniti mascherine di protezione obbligatorie e gel disinfezante. Agli ingressi del personale sono state installate tende ad hoc per gestire il flusso delle persone che entrano e la sicurezza sanitaria del personale (controllo delle persone). La commissione del personale e l'addetto alla sicurezza hanno monitorato attentamente il processo e ricevono informazioni regolari dalla direzione aziendale. La guida sulla sicurezza redatta da Unia è stata di grande aiuto per garantire la sicurezza delle maestranze».



Officine FFS Stefano Rebozzi

Esperto per la sicurezza del lavoro e la protezione della salute, addetto alla sicurezza, FFS Bellinzona

«Nelle Officine FFS di Bellinzona sono presenti decine di categorie professionali diverse e ogni divisione ha richiesto l'adozione di misure differenti. Dall'inizio della crisi sono state istituite due unità di crisi, una strategica e una operativa, composte da dirigenti, sindacati, CoPe e addetti alla sicurezza. La collaborazione è ottima. Una delle prime misure adottate a inizio febbraio è stata la distribuzione di disinfettanti tascabili a tutte le maestranze. In una seconda fase sono stati adottati provvedimenti più incisivi, tra cui:

- informazioni continue e aggiornate sulle misure d'igiene;
- pulizia e disinfezione più frequenti delle aree comuni;
- protezione del personale a rischio;
- riduzione di attività e formazioni non necessarie;
- telelavoro per il personale non addetto alla produzione;
- ripartizione delle pause e dell'orario del pranzo su varie finestre temporali e creazione di locali supplementari ad hoc;
- fornitura di mascherine e altri materiali protettivi ecc.

La situazione viene costantemente monitorata e all'occorrenza adeguata. Tutto è pianificato e organizzato nei minimi dettagli: ogni settimana vengono messi a disposizione quasi 3000 mascherine, 8000 guanti usa e getta e disinfettanti per circa 40 team. Attualmente mi sto occupando esclusivamente dei provvedimenti adottati in relazione al Covid-19. Sono molto contento perché finora siamo riusciti ad attuare le disposizioni della Confederazione e dell'UFSP nonché le prescrizioni interne delle FFS a protezione delle collaboratrici e dei collaboratori».



Stadler Rail Sandra Suter

membro della commissione del personale, Stadler, stabilimento di Bussnang

«Stadler ha introdotto rapidamente una serie di misure per ottemperare alle disposizioni dell'UFSP. Per alleggerire il reparto del montaggio sono stati introdotti orari di lavoro scaglionati. Questa soluzione consente di rispettare la distanza di due metri. Il personale degli uffici ha la possibilità di effettuare il telelavoro. Inizialmente l'unità di crisi aziendale, di cui fanno parte anche rappresentanti della CoPe, si riuniva quotidianamente. Adesso le riunioni sono un po' meno frequenti. Le nuove direttive e le decisioni che riguardano tutto il personale vengono inviate via e-mail, affisse accanto all'orologio per la rilevazione delle presenze e pubblicate in intranet per garantire che tutti siano informati sulle novità. Il personale ci sottopone con maggiore frequenza domande e richieste, spesso in materia di lavoro a turni e regolamentazione degli straordinari».



Sapal Mike Nista

Membro della commissione del personale Sapal SA

«Sapal assicura un'ottima osservanza delle misure adottate a protezione della salute. Il personale amministrativo e gli apprendisti hanno effettuato temporaneamente il telelavoro. Gli addetti alla produzione hanno lavorato solo la mattina, mentre il pomeriggio erano in regime di lavoro ridotto. Da maggio il lavoro è suddiviso in due turni. Il team A lavora in sede il lunedì e il martedì e gli altri giorni è in telelavoro. Il team B è invece in sede il giovedì e il venerdì e gli altri giorni lavora da casa. Il mercoledì sono tutti in telelavoro. Inizialmente l'azienda voleva che durante l'emergenza coronavirus il personale fruisse delle vacanze e compensasse le ore di lavoro straordinario. Forte del sostegno di Unia, la commissione del personale è riuscita ad imporsi, basandosi sulla pertinente ordinanza del Consiglio federale. È anche chiaro che in un'azienda di grandi dimensioni questa situazione straordinaria non sia facile da gestire. Tanto più importante è allora ascoltare le richieste delle lavoratrici e dei lavoratori e trovare soluzioni insieme».

Esempio di azienda nel comparto meccanico

Membro della commissione del personale

«Inizialmente la CoPe non era invitata alle riunioni di gestione della crisi, finché ho scoperto casualmente l'esistenza di questi appuntamenti. Nel frattempo la CoPe fa parte dell'unità di crisi. Le misure adottate sono basate sulle raccomandazioni dell'UFSP. Il personale amministrativo effettua il telelavoro e nella produzione il personale lavora in modo scaglionato. Il personale assegnato al primo turno non riesce tuttavia ad effettuare un numero di ore sufficiente. Attualmente stiamo discutendo sulle modalità di conteggio di queste ore in difetto. L'ultima proposta presentata dalla direzione era inaccettabile per la CoPe. Le discussioni sono state piuttosto tese anche in merito alle categorie a rischio. Le posizioni altalenanti dell'UFSP non sono state di certo di aiuto in questo aspetto. È anche chiaro che in un'azienda di grandi dimensioni questa situazione straordinaria non sia facile da gestire. Tanto più importante è allora ascoltare le richieste delle lavoratrici e dei lavoratori e trovare soluzioni insieme».

1.9 milioni

è questo il numero di persone per le quali è stato richiesto il lavoro ridotto nell'arco di otto settimane. Questa cifra corrisponde al 37% di tutti gli occupati. (fonte: Seco)

49 %

è questa la percentuale dei lavoratori dell'industria in regime di lavoro ridotto a due mesi di distanza dalla proclamazione della situazione straordinaria da parte del Consiglio federale. (fonte: Seco)

3000 mascherine e 8000 guanti usa e getta

vengono distribuiti ogni settimana nelle Officine FFS di Bellinzona.

Pour une sortie de crise solidaire! Signez sans tarder l'appel à la garantie des salaires et à l'évitement des licenciements liés au coronavirus!

sortie-de-crise-solidaire.ch



Le bon tuyau

Coordonnées des secrétariats du secteur Industrie d'Unia en Suisse romande et au Tessin.

Unia Région Bienne-Seeland

/Soleure
Rue de Morat 33
Case postale 1280
2501 Bienne
Tél. 032 329 33 33
jesus.fernandez@unia.ch

Unia Région Fribourg

Route des Arsenaux 15
Case postale
1701 Fribourg
Tél. 026 347 31 31
yvan.corminboeuf@unia.ch

Unia Région Genève

Chemin Surinam 5
1203 Genève
Tél. 0848 949 120
alexis.patino@unia.ch

Unia Région Neuchâtel

Avenue de la Gare 3
2000 Neuchâtel
Tél. 0848 20 30 90
catherine.laubscher@unia.ch

Unia Région Transjurane

Rue des Moulins 19
2800 Delémont
Tél. 0848 421 600
patrick.cerf@unia.ch

Unia Région Valais

Avenue de la Gare 15
Case postale 1396
1870 Monthey
Tél. 027 602 60 00
blaise.carron@unia.ch

Unia Région Vaud

Place de la Riponne 4
Case postale 7667
1002 Lausanne
Tél. 0848 606 606
noe.pelet@unia.ch

Ticino

Unia Regione Ticino

Via Vedeggio 1
6928 Manno
Tel. 091 611 17 11
vincenzo.cicero@unia.ch

UNIA

Syndicat Unia
Weltpoststrasse 20 | 3000 Berne 15
031 350 21 11 | www.unia.ch